



Dossier N° C112079.00

# PROCÈS VERBAL DE CONSTAT du 10 Février 2022



**À LA DEMANDE DE :  
SAS VINCI AUTOROUTES**

**SELARL  
Pascal  
RENAUDIER**

-----  
*Huissier de Justice  
Associé*  
-----

**126, Chemin  
Saint-Avour - BP 204  
38201 VIENNE Cedex**

-----  
**Tél : 04.74.53.80.80  
CCP : 144 62 T LYON  
CDC 40031 00001  
0000170363B 70**

**SELARL Pascal RENAUDIER**  
*HUISSIER DE JUSTICE ASSOCIÉ*

*126, Chemin Saint-Avour BP 204  
38201 VIENNE Cedex  
www.moutetrenaudier.info*



*Téléphone : 04.74.53.80.80  
Télécopie : 04.74.31.58.12  
selarl.renaudier@huissier-justice.fr*

***Expédition***

## **PROCÈS VERBAL DE CONSTAT**

**LE JEUDI DIX FÉVRIER DEUX MILLE VINGT-DEUX**

**À LA REQUÊTE DE :**

### **SAS VINCI AUTOROUTES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 237 533 988 euros,  
ayant son siège social sis 1973 Boulevard de la Défense - 92000 Nanterre,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le N° 512 377 060  
RCS NANTERRE, et Prise en la personne de son Président en exercice domicilié es-qualité  
audit siège,

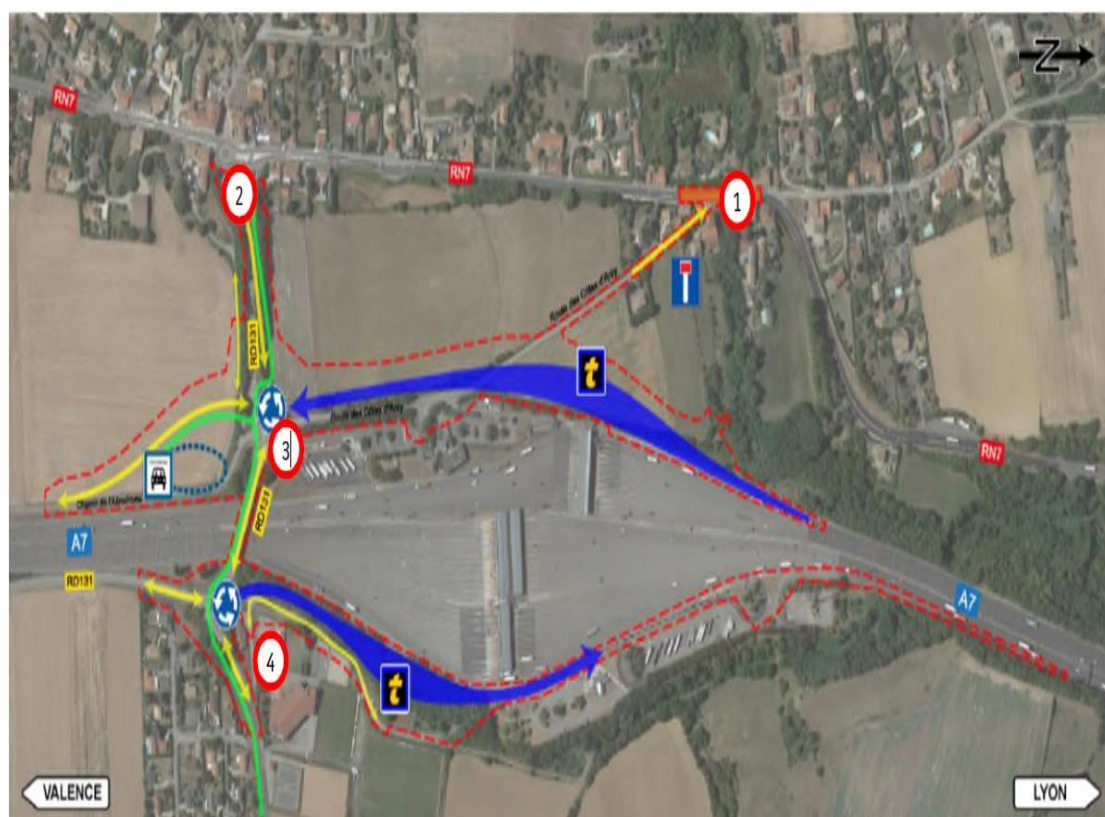
Lequel m'expose, préalablement aux constatations qui vont suivre, par l'intermédiaire de  
Monsieur COQUEREL Thomas, Chargé de Missions infrastructures.

Qu'il doit être procédé à une enquête publique concernant le projet de création  
d'un complément au demi-diffuseur n° 11 de VIENNE SUD sur l'Autoroute A7.

Que je suis requis afin de constater l'apposition d'un affichage d'information concernant cette  
enquête publique en quatre points sur la Commune de REVENTIN-VAUGRIS (38121), ainsi  
que l'affichage en Mairie et au Siège de VIENNE CONDRIEU AGGLOMÉRATION de l'avis  
d'enquête publique et de l'Arrêté d'ouverture de l'enquête.



Préalablement à ma mission, il m'est transmis un plan concernant les lieux où les avis d'enquête seront affichés, lequel est reproduit ci-dessous.



J'ai alors pris contact avec l'imprimerie CHAUMEIL, laquelle est en charge de l'impression et de la mise en place des affichages afin d'organiser en ma présence, la pose de ceux-ci.

Il est également organisé un passage par semaine en vue de constater le maintien de l'affichage et le remplacement éventuel des panneaux en cas de détérioration.

Puis déférant à la réquisition qui m'est faite,

**Je, Pascal RENAUDIER**  
*Huissier de Justice Associé*  
à la SELARL « *Pascal RENAUDIER* »  
titulaire d'un Office d'Huissier de Justice  
près le Tribunal Judiciaire de Vienne  
sis 126, Chemin Saint-Avoir à VIENNE (Isère),

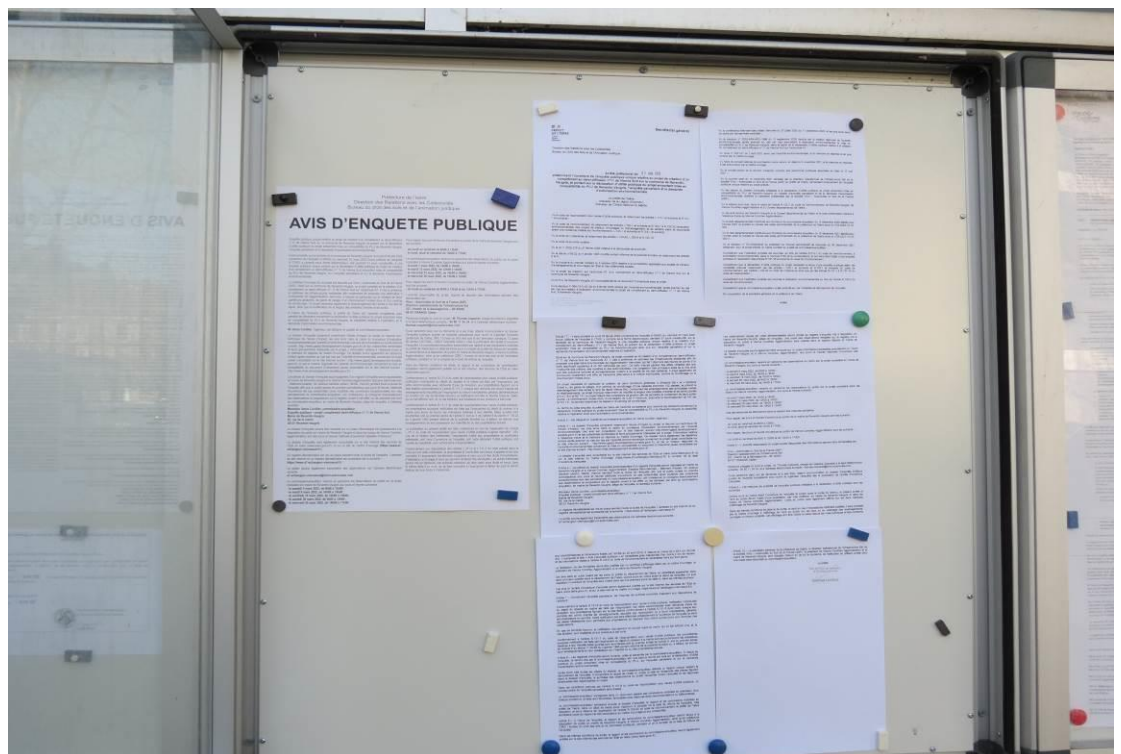
Atteste avoir reçu ce **Jeudi 10 Février 2022** à 14 H 10, en mon Étude, les deux personnes de la Société CHAUMEIL, Chargées de procéder à l'affichage, qui me remettent un exemplaire des affiches qui seront apposées dans les lieux indiqués ci-avant, et dont l'un est annexé au présent procès-verbal.

Accompagné de Monsieur FLUTET Antoine, Clerc habilité aux constats auprès de la SELARL Pascal RENAUDIER, et des deux personnes de la Société CHAUMEIL, nous nous sommes alors rendus ensemble, sis 30 Avenue Général LECLERC à VIENNE (38200), au siège de la Communauté de Commune VIENNE CONDRIEU AGGLOMÉRATION.

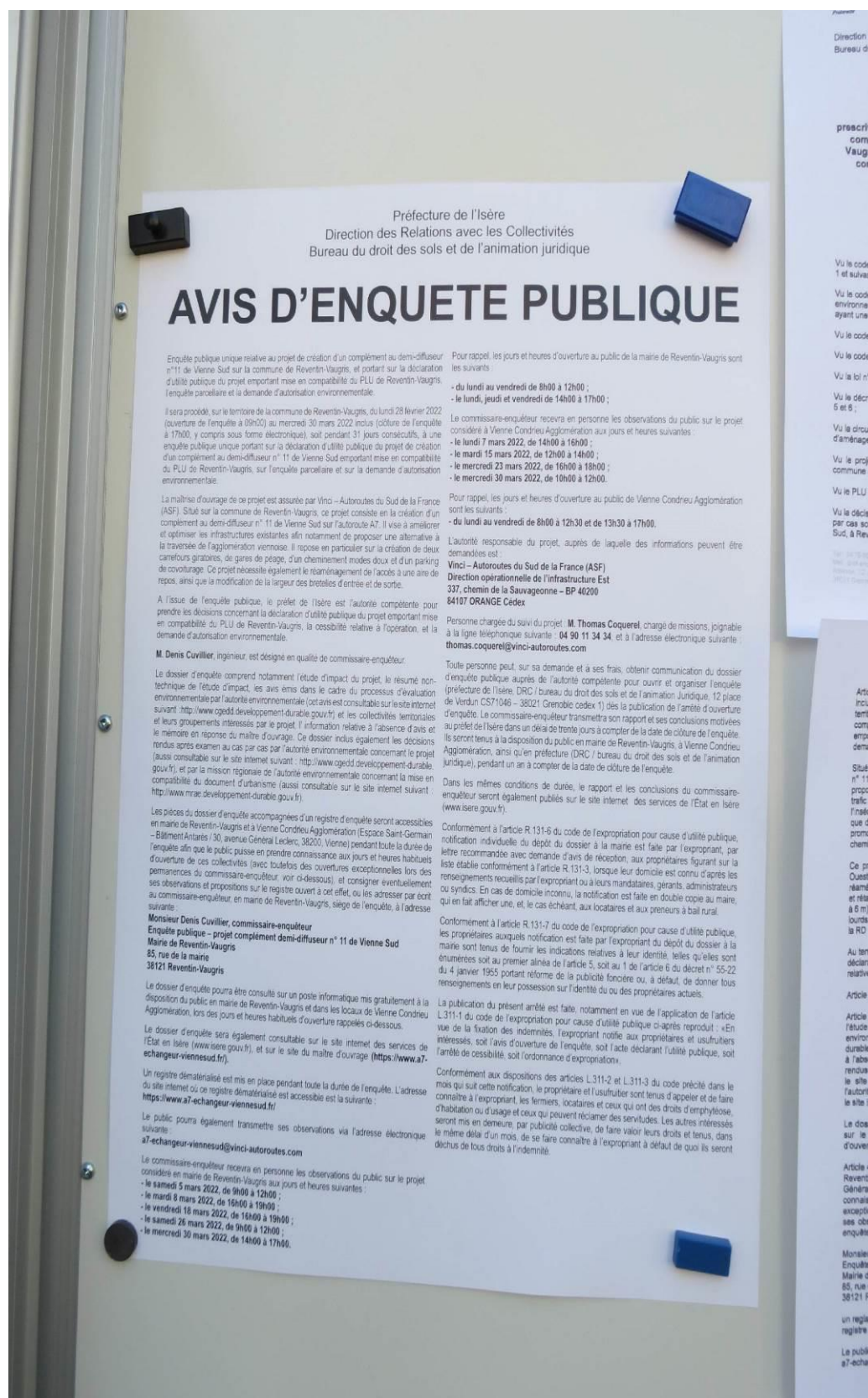
Ayant décliné mes nom, prénom et qualité à la personne de l'accueil, j'ai demandé qu'il soit procédé sur le champ et en ma présence, à l'affichage de l'avis d'enquête publique dont nous sommes porteurs.

Les panneaux d'affichages ont été ouverts. Il a été procédé à la mise en place de l'affiche de l'avis d'enquête publique sur la gauche du panneau à côté de l'Arrêté d'ouverture de l'enquête signé de Monsieur le Préfet de l'Isère en date du 27 Janvier 2022, situé sur la droite du même panneau, lequel est également annexé au présent procès-verbal.

Nous avons pris congé du personnel de VIENNE CONDRIEU AGGLOMÉRATION.





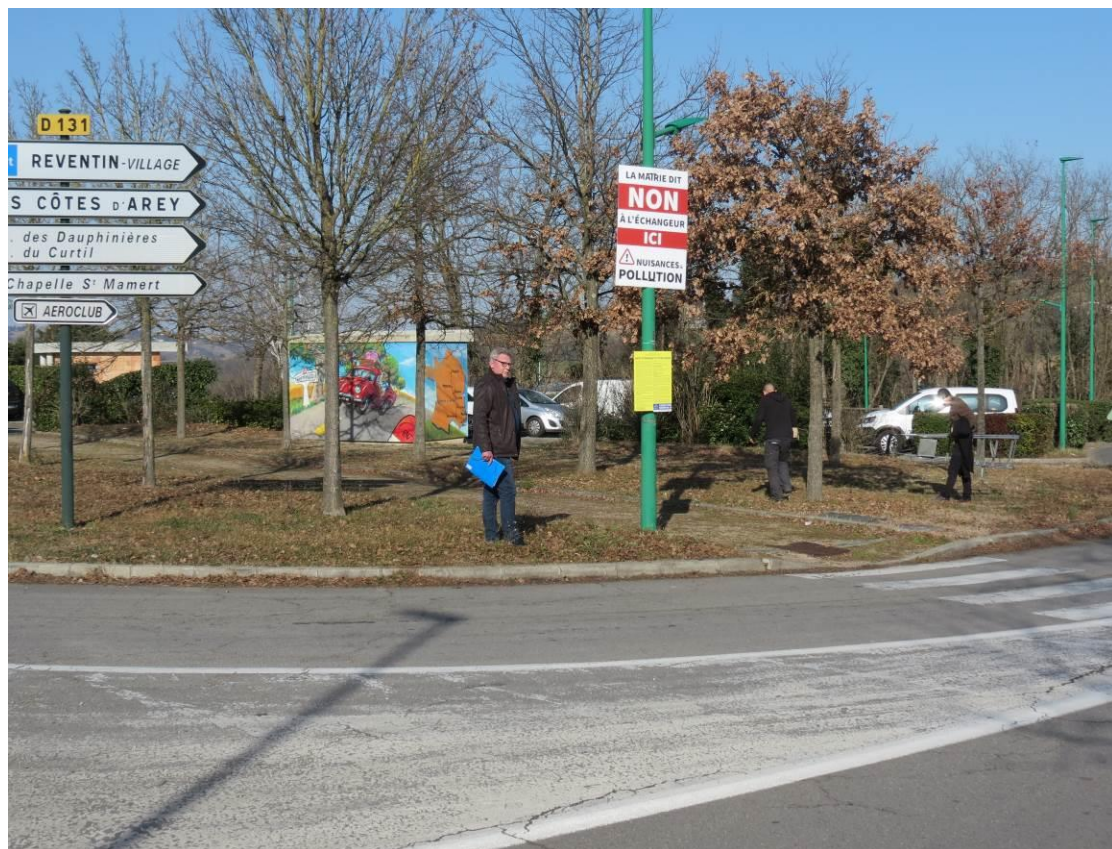


Nous nous sommes rendus ensuite au niveau du rond-point situé à la jonction de la Route Nationale 7, du Chemin du VIEUX VAUGRIS (38121) et de la route des CÔTES D'AREY (Isère).

Sur un mât d'éclairage situé en limite du rond-point, une affiche de la Mairie est posée. Le panneau noir sur fond jaune de dimension 42,2 x 59,5 cm annonçant l'enquête publique est fixé immédiatement en dessous face au passage piéton et à hauteur d'homme. (Emplacement 2 du plan)







Nous nous sommes déplacés d'environ une centaine de mètres afin de procéder à l'affichage, à hauteur d'homme, du même avis d'enquête, sur le grillage de clôture de l'Autoroute A7 au niveau de l'intersection de la route des CÔTES D'AREY (38138) et du chemin de l'Aérodrome face au passage piéton. (Emplacement 3 du plan)





Préfecture de l'Isère  
Direction des Relations avec les Collectivités  
Bureau du droit des sols et de l'animation juridique

# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaigris, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet comportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaigris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale.

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Reventin-Vaigris, du lundi 28 février 2022 (ouverture de l'enquête à 09h00) au mercredi 30 mars 2022 inclus (clôture de l'enquête à 17h00, y compris sous forme électronique), soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique unique portant sur la déclaration d'utilité publique du projet de création d'un complément au demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud comportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaigris, sur l'enquête parcellaire et sur la demande d'autorisation environnementale.

La maîtrise d'ouvrage de ce projet est assurée par Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF). Situé sur la commune de Reventin-Vaigris, ce projet consiste en la création d'un complément au demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud sur l'autoroute A7. Il vise à améliorer et optimiser les infrastructures existantes afin notamment de proposer une alternative à la traversée de l'agglomération viennoise. Il repose en particulier sur la création de deux carrefours giratoires, de parkings, d'un cheminement modes doux et d'un parking de covoiturage. Ce projet nécessite également le réaménagement de l'accès à une aire de repos, ainsi que la modification de la largeur des bretelles d'entrée et de sortie.

A l'issue de l'enquête publique, le préfet de l'Isère est l'autorité compétente pour prendre les décisions concernant la déclaration d'utilité publique du projet comportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaigris, la possibilité relative à l'opération, et la demande d'autorisation environnementale.

**M. Denis Cuvillier**, ingénieur, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête comprend notamment l'étude d'impact du projet, le résumé non-technique de l'étude d'impact, les avis émis dans le cadre du processus d'évaluation environnementale par l'autorité environnementale (cet avis est consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedp.developpement-durable.gouv.fr/>) et les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet. L'information relative à l'absence d'avis et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage. Ce dossier inclut également les décisions rendus après examen au cas par cas par l'autorité environnementale concernant le projet (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedp.developpement-durable.gouv.fr/>) et par la mission régionale de l'autorité environnementale concernant la mise en compatibilité du document d'urbanisme (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.mras.developpement-durable.gouv.fr/>).

Les pièces du dossier d'enquête accompagnées d'un registre d'enquête seront accessibles en mairie de Reventin-Vaigris et à Vienne Condrieu Agglomération (Espace Saint-Germain – Bâtiment Arènes / 30, avenue Général Lederr, 38200, Vienne) pendant toute la durée de l'enquête afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de ces collectivités (avec toutefois des ouvertures exceptionnelles lors des permanences du commissaire-enquêteur, voir ci-dessous), et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, en mairie de Reventin-Vaigris, siège de l'enquête, à l'adresse suivante :

**Monsieur Denis Cuvillier, commissaire-enquêteur**  
Enquête publique – projet complément demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud  
Mairie de Reventin-Vaigris  
85, rue de la mairie  
38121 Reventin-Vaigris

Le dossier d'enquête pourra être consulté sur un poste informatique mis gratuitement à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaigris et dans les locaux de Vienne Condrieu Agglomération, lors des jours et heures habituels d'ouverture rappelés ci-dessous.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat en Isère ([www.isere.gouv.fr/](http://www.isere.gouv.fr/)), et sur le site du maître d'ouvrage (<https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>).

Un registre dématérialisé est mis en place pendant toute la durée de l'enquête. L'adresse du site internet ou le registre dématérialisé est accessible est la suivante : <https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>

Le public pourra également transmettre ses observations via l'adresse électronique suivante : [a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com](mailto:a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com)

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré en mairie de Reventin-Vaigris aux jours et heures suivantes :

- le samedi 5 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mardi 8 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le vendredi 18 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le samedi 26 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de la mairie de Reventin-Vaigris sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 ;
- le lundi, jeudi et vendredi de 14h00 à 17h00 ;

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré à Vienne Condrieu Agglomération aux jours et heures suivantes :

- le lundi 7 mars 2022, de 14h00 à 16h00 ;
- le mardi 15 mars 2022, de 12h00 à 14h00 ;
- le mercredi 23 mars 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 16h00 à 12h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de Vienne Condrieu Agglomération sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

L'autorité responsable du projet, auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est :

**Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF)**  
Direction opérationnelle de l'infrastructure Est  
337, chemin de la Sauvageonne – BP 40200  
84107 ORANGE Cedex

Personne chargée du suivi du projet : **M. Thomas Coquerel**, chargé de missions, joignable à la ligne téléphonique suivante : 04 90 11 34 34 et à l'adresse électronique suivante : [thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com](mailto:thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com)

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (préfecture de l'Isère, DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique, 12 place de Verdun CS71046 – 38021 Grenoble cedex 11) dès la publication de l'arrêté d'ouverture au public de l'Isère dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaigris, à Vienne Condrieu Agglomération, ainsi qu'en préfecture (DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site internet des services de l'Etat en Isère ([www.isere.gouv.fr/](http://www.isere.gouv.fr/)).

Conformément à l'article R.131-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R.131-3, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics. En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire, qui en fait afficher une, et le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Conformément à l'article R.131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1 de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

La publication du présent arrêté est faite, notamment en vue de l'application de l'article L.311-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit : « En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usagers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation ».

Conformément aux dispositions des articles L.311-2 et L.311-3 du code précité dans le mois qui suit cette notification, le propriétaire et l'usager sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires et ceux qui ont des droits d'occupation, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure, par publicité collective, de faire valoir leurs droits et tenus, dans le même délai d'un mois, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.



## CONSTAT DRESSE PAR LE HUISSIER DE JUSTICE

**SELARL PASCAL RENAUDIER (VIENNE) 04 74**



Nous nous sommes alors rendus de l'autre côté du pont enjambant l'Autoroute A7, au niveau de l'entrée de la plaine des sports ou un panneau similaire au précédent a été apposé, à hauteur d'homme, sur le mas gauche du portique d'entrée du parking.

(Emplacement 4 du plan)



Nous avons pris la direction de la Mairie de REVENTIN-VAUGRIS (38121).

Dans le couloir d'entrée, côté gauche, je constate la présence de panneaux d'affichages légaux. À l'intérieur, derrière une vitre, je constate la présence de l'avis d'enquête publique ainsi que de l'Arrêté du 27 Janvier 2022 signé de Monsieur le Préfet de l'ISÈRE annonçant l'ouverture de l'enquête publique.

La secrétaire de Mairie remplace à ma demande, l'affiche présente par l'affiche dont je suis porteur.





Préfecture de l'Isère  
Direction des Relations avec les Collectivités  
Bureau du droit des sols et de l'animation juridique

# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaugris, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale.

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Reventin-Vaugris, du lundi 28 février 2022 (ouverture de l'enquête à 09h00) au mercredi 30 mars 2022 inclus (clôture de l'enquête à 17h00, y compris sous forme électronique), soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique unique portant sur la déclaration d'utilité publique du projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, sur l'enquête parcellaire et sur la demande d'autorisation environnementale.

La maîtrise d'ouvrage de ce projet est assurée par Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF). Situé sur la commune de Reventin-Vaugris, ce projet consiste en la création d'un complément au demi-diffuseur existant afin notamment de proposer une alternative à la traversée des infrastructures existantes afin notamment de proposer une alternative à la traversée de l'agglomération viennoise. Il repose en particulier sur la création de deux carrefours giratoires, de gares de péage, d'un cheminement modes doux et d'un parking de covoiturage. Ce projet nécessite également le réaménagement de l'accès à une aire de repos, ainsi que la modification de la largeur des bretelles d'entrée et de sortie.

A l'issue de l'enquête publique, le préfet de l'Isère est l'autorité compétente pour prendre les décisions concernant la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, la cessibilité relative à l'opération, et la demande d'autorisation environnementale.

M. Denis Cuvillier, ingénieur, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête comprend notamment l'étude d'impact du projet, le résumé non-technique de l'étude d'impact, les avis émis dans le cadre du processus d'évaluation environnementale par l'autorité environnementale (cet avis est consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>) et les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet. L'information relative à l'absence d'avis et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage. Ce dossier inclut également les décisions rendues après examen au cas par cas par l'autorité environnementale concernant le projet (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>) et par la mission régionale de l'autorité environnementale concernant la mise en compatibilité du document d'urbanisme (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>).

Les pièces du dossier d'enquête accompagnées d'un registre d'enquête seront accessibles en mairie de Reventin-Vaugris et à Vienne Condrieu Agglomération (Espace Saint-Germain – Bâtiment Antares / 30, avenue Général Leclerc, 38200, Vienne) pendant toute la durée de l'enquête afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de ces collectivités (avec toutefois des ouvertures exceptionnelles lors des permanences du commissaire-enquêteur, voir ci-dessous), et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, en mairie de Reventin-Vaugris, siège de l'enquête, à l'adresse suivante :

**Monsieur Denis Cuvillier, commissaire-enquêteur**  
**Enquête publique – projet complément demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud**  
Mairie de Reventin-Vaugris  
85, rue de la mairie  
38121 Reventin-Vaugris

Le dossier d'enquête pourra être consulté sur un poste informatique mis gratuitement à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaugris et dans les locaux de Vienne Condrieu Agglomération, lors des jours et heures habituels d'ouverture rappelés ci-dessous.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)), et sur le site du maître d'ouvrage (<https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>).

Un registre dématérialisé est mis en place pendant toute la durée de l'enquête. L'adresse du site internet où ce registre dématérialisé est accessible est la suivante : <https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>

Le public pourra également transmettre ses observations via l'adresse électronique suivante : [a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com](mailto:a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com)

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré en mairie de Reventin-Vaugris aux jours et heures suivantes :

- le samedi 5 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mardi 8 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le vendredi 18 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le samedi 26 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de la mairie de Reventin-Vaugris sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 ;
- le lundi, jeudi et vendredi de 14h00 à 17h00 ;

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré à Vienne Condrieu Agglomération aux jours et heures suivantes :

- le lundi 7 mars 2022, de 14h00 à 16h00 ;
- le mardi 15 mars 2022, de 12h00 à 14h00 ;
- le mercredi 23 mars 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 10h00 à 12h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de Vienne Condrieu Agglomération sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

L'autorité responsable du projet, auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est :

**Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF)**  
**Direction opérationnelle de l'infrastructure Est**  
337, chemin de la Sauvageonne – BP 40200  
84107 ORANGE Cédex

Personne chargée du suivi du projet : M. Thomas Coquerel, chargé de missions, joignable à la ligne téléphonique suivante : 04 90 11 34 34, et à l'adresse électronique suivante : [thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com](mailto:thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com)

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (préfecture de l'Isère, DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique, 12 place de Verdun CS71046 – 38021 Grenoble cedex 1) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête. Le commissaire-enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées au préfet de l'Isère dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaugris, à Vienne Condrieu Agglomération, ainsi qu'en préfecture (DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site internet des services de l'Etat en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)).

Conformément à l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R.131-3, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics. En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire, qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Conformément à l'article R.131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1° de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements sur leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

La publication du présent arrêté est faite, notamment en vue de l'application de l'article L.311-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit : « En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usagers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation ».

Conformément aux dispositions des articles L.311-2 et L.311-3 du code précité dans le mois qui suit cette notification, le propriétaire et l'usager sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires et ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure, par publicité collective, de faire valoir leurs droits et tenus, dans le même délai d'un mois, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

Nous avons alors quitté la Mairie pour nous rendre à l'intersection de la route des CÔTES D'AREY (38138) et de la Route Nationale 7. (Emplacement 1 du plan)

Nous procédons à l'affichage, à hauteur d'homme, sur un mât d'éclairage, du même panneau d'avis d'enquête publique.







# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaugris, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale.

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Reventin-Vaugris, du lundi 28 février 2022 (ouverture de l'enquête à 09h00) au mercredi 30 mars 2022 inclus (clôture de l'enquête à 17h00, y compris sous forme électronique), soit pendant 31 jours consécutifs, à une enquête publique unique portant sur la déclaration d'utilité publique du projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, sur l'enquête parcellaire et sur la demande d'autorisation environnementale.

La maîtrise d'ouvrage de ce projet est assurée par Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF). Situé sur la commune de Reventin-Vaugris, ce projet consiste en la création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur l'autoroute A7. Il vise à améliorer et optimiser les infrastructures existantes afin notamment de proposer une alternative à la traversée de l'agglomération viennoise. Il repose en particulier sur la création de deux carrefours giratoires, de gares de péage, d'un cheminement modes doux et d'un parking de covoiturage. Ce projet nécessite également le réaménagement de l'accès à une aire de repos, ainsi que la modification de la largeur des bretelles d'entrée et de sortie.

A l'issue de l'enquête publique, le préfet de l'Isère est l'autorité compétente pour prendre les décisions concernant la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, la cessibilité relative à l'opération, et la demande d'autorisation environnementale.

**M. Denis Cuvillier**, ingénieur, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête comprend notamment l'étude d'impact du projet, le résumé non-technique de l'étude d'impact, les avis émis dans le cadre du processus d'évaluation environnementale par l'autorité environnementale (cet avis est consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>) et les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet, l'information relative à l'absence d'avis et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage. Ce dossier inclut également les décisions rendues après examen au cas par cas par l'autorité environnementale concernant le projet (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>), et par la mission régionale de l'autorité environnementale concernant la mise en compatibilité du document d'urbanisme (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>).

Les pièces du dossier d'enquête accompagnées d'un registre d'enquête seront accessibles en mairie de Reventin-Vaugris et à Vienne Condrieu Agglomération (Espace Saint-Germain – Bâtiment Antares / 30, avenue Général Leclerc, 38200, Vienne) pendant toute la durée de l'enquête afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de ces collectivités (avec toutefois des ouvertures exceptionnelles lors des permanences du commissaire-enquêteur, voir ci-dessous), et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, en mairie de Reventin-Vaugris, siège de l'enquête, à l'adresse suivante :

**Monsieur Denis Cuvillier, commissaire-enquêteur**  
**Enquête publique – projet complément demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud**  
**Mairie de Reventin-Vaugris**  
**85, rue de la mairie**  
**38121 Reventin-Vaugris**

Le dossier d'enquête pourra être consulté sur un poste informatique mis gratuitement à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaugris et dans les locaux de Vienne Condrieu Agglomération, lors des jours et heures habituels d'ouverture rappelés ci-dessous.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)), et sur le site du maître d'ouvrage (<https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>).

Un registre dématérialisé est mis en place pendant toute la durée de l'enquête. L'adresse du site internet où ce registre dématérialisé est accessible est la suivante : <https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>

Le public pourra également transmettre ses observations via l'adresse électronique suivante : [a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com](mailto:a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com)

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré en mairie de Reventin-Vaugris aux jours et heures suivantes :

- le samedi 5 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mardi 8 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le vendredi 18 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le samedi 26 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de la mairie de Reventin-Vaugris sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 ;
- le lundi, jeudi et vendredi de 14h00 à 17h00 ;

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré à Vienne Condrieu Agglomération aux jours et heures suivantes :

- le lundi 7 mars 2022, de 14h00 à 16h00 ;
- le mardi 15 mars 2022, de 12h00 à 14h00 ;
- le mercredi 23 mars 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 10h00 à 12h00.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de Vienne Condrieu Agglomération sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

L'autorité responsable du projet, auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est :

**Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF)**  
**Direction opérationnelle de l'infrastructure Est**  
**337, chemin de la Sauvageonne – BP 40200**  
**84107 ORANGE Cédex**

Personne chargée du suivi du projet : **M. Thomas Coquerel**, chargé de missions, joignable à la ligne téléphonique suivante : 04 90 11 34 34, et à l'adresse électronique suivante : [thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com](mailto:thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com)

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (préfecture de l'Isère, DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique, 12 place de Verdun CS71046 – 38021 Grenoble cedex 1) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête. Le commissaire-enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées au préfet de l'Isère dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaugris, à Vienne Condrieu Agglomération, ainsi qu'en préfecture (DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)).

Conformément à l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R.131-3, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics. En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire, qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Conformément à l'article R.131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1 de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

La publication du présent arrêté est faite, notamment en vue de l'application de l'article L.311-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit : «En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation».

Conformément aux dispositions des articles L.311-2 et L.311-3 du code précité dans le mois qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires et ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure, par publicité collective, de faire valoir leurs droits et tenus, dans le même délai d'un mois, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchués de tous droits à l'indemnité.



Direction des Relations avec les Collectivités  
Bureau du Droit des Sois et de l'Animation Juridique

**Arrêté préfectoral du 27 JAN. 2022**  
**prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative au projet de création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaugris, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, l'enquête parcellaire et la demande d'autorisation environnementale**

Le préfet de l'Isère,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles L.110-1 et suivants et R.131-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 à R.122-23 (évaluation environnementale des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement, et de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement), L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-53, L.300-6 et R.104-18 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment les articles 5 et 6 ;

Vu la circulaire du premier ministre du 5 octobre 2004 relative à la concertation applicable aux projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'État et des collectivités locales ;

Vu le projet de création, sur l'autoroute A7, d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud sur la commune de Reventin-Vaugris ;

Vu le PLU de Reventin-Vaugris, et l'incompatibilité de ce document d'urbanisme avec le projet

Vu la décision F-084-19-C-00132 du 6 février 2020 rendue par l'autorité environnementale après examen au cas par cas soumettant à évaluation environnementale le projet de complément au demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud, à Reventin-Vaugris ;

*En application de l'article 131-1 du Code de l'urbanisme, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère : [www.prefecture-isere.fr](http://www.prefecture-isere.fr)*

Vu la conférence inter-services s'étant déroulée du 20 juillet 2020 au 11 septembre 2020, et les avis émis dans ce cadre par les services consultés ;

Vu la décision n° 2020-ARA-KKU-1986 du 10 septembre 2020 rendue par la mission régionale de l'autorité environnementale après examen au cas par cas soumettant à évaluation environnementale la mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative à la création du complément du demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud sur l'autoroute A7 ;

Vu l'avis n° 2021-01 du 7 avril 2021 rendu par l'autorité environnementale, et le mémoire en réponse à cet avis produit par le maître ouvrage ;

Vu l'avis du conseil national de la protection de la nature, en date du 5 novembre 2021, et le mémoire en réponse à cet avis produit par le maître ouvrage ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées en date du 17 mai 2021 ;

Vu le courrier daté du 19 novembre 2021 adressé par le directeur opérationnel de l'infrastructure Est de la société Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF) au préfet de l'Isère, demandant le lancement de l'enquête publique unique relative au projet précité ;

Vu les pièces du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, du dossier d'enquête parcellaire et de la demande d'autorisation environnementale relatives à l'opération présentées par la société Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF) ;

Vu la saisine pour avis, dans le cadre de l'article R.122-7 du code de l'environnement, de Reventin-Vaugris, de Vienne Condrieu Agglomération et du Conseil départemental de l'Isère ;

Vu les avis rendus par Reventin-Vaugris et le Conseil départemental de l'Isère, et la note d'information relative à l'absence d'avis de Vienne Condrieu Agglomération ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du 18 décembre 2020 établie pour l'année 2021 et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère sous le n°38-2020-12-18-005 ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du 16 décembre 2021 établie pour l'année 2022 et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère sous le n°38-2021-12-16-00011 ;

Vu la décision n° E21000232/38 du président du tribunal administratif de Grenoble du 30 décembre 2021 désignant, pour le projet précité, M. Denis Cuvillier en qualité de commissaire-enquêteur ;

Considérant que l'opération projetée est soumise, au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement, à autorisation environnementale, sous la rubrique 2150 de la nomenclature, et doit donc faire l'objet d'une enquête publique en application des articles R.181-35 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que la déclaration d'utilité publique du projet nécessite la tenue d'une enquête publique selon les modalités prévues notamment par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement, par l'article L.153-53 du code de l'urbanisme ainsi que par les articles R.131-1 à R.131-14 du code de l'expropriation ;

Considérant que l'opération projetée est soumise à évaluation environnementale au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le commissaire-enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Isère

Arrête

Article 1<sup>er</sup> : - Il sera procédé du lundi 28 février 2022 (ouverture de l'enquête à 09h00) au mercredi 30 mars 2022 inclus (clôture de l'enquête à 17h00, y compris sous forme électronique), pendant 31 jours consécutifs, sur le territoire de la commune de Reventin-Vaugris, à une enquête publique unique relative à la création d'un complément au demi-diffuseur n°11 de Vienne Sud, et portant sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris ainsi que sur l'enquête parcellaire et sur la demande d'autorisation environnementale relatives à l'opération.

Situé sur la commune de Reventin-Vaugris, ce projet consiste en la création d'un complément au demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud sur l'autoroute A7. Il vise à améliorer et optimiser les infrastructures existantes afin de proposer une alternative à la traversée de l'agglomération viennoise, qui fait l'objet lors des heures de pointe d'un trafic significatif (supérieur à 40 000 véhicules par jour). Ce trafic intense génère des effets néfastes tels que l'insécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes, une congestion des principaux axes de la ville ainsi que des pollutions sonores et atmosphériques nuisant à la qualité de vie des habitants. Il s'agit également de promouvoir localement une offre de transports alternative à la voiture individuelle, comme le covoiturage ou le cheminement modes doux.

Ce projet nécessite en particulier la création de deux carrefours giratoires (« Giratoire Est » et « Giratoire Ouest »), de gares de péage, d'un parking de covoiturage (d'une capacité d'environ 100 places), et prévoit le réaménagement des accès à l'aire de repos Vienne Est. Concernant les aménagements des principales voiries et rétablissements, ce projet implique notamment de modifier la largeur des bretelles d'entrée et de sortie (portée à 6 m). Sur la RD 131, le projet intègre des surlargeurs de giration afin de permettre le croisement de deux poids-lourds. Le cheminement modes doux, d'une largeur de 2,32 m minimum, emprunte le franchissement de l'A7 par la RD 131, et permet notamment de desservir le parking de covoiturage.

Au terme de cette enquête, le préfet de l'Isère est l'autorité compétente pour prendre les décisions concernant la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU de Reventin-Vaugris, la cessibilité relative à l'opération ainsi que l'autorisation environnementale.

Article 2 – Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur M. Denis Cuvillier, ingénieur ;

Article 3 – Le dossier d'enquête comprend notamment l'étude d'impact du projet, le résumé non-technique de l'étude d'impact, les avis émis dans le cadre du processus d'évaluation environnementale par l'autorité environnementale (cet avis est consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>) et les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet, l'information relative à l'absence d'avis et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage. Ce dossier inclus également les décisions rendus après examen au cas par cas par l'autorité environnementale concernant le projet (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr>), et par la mission régionale de l'autorité environnementale concernant la mise en compatibilité du document d'urbanisme (aussi consultable sur le site internet suivant : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>).

Le dossier d'enquête sera consultable sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) et sur le site internet du maître d'ouvrage (<https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>) à compter de la date d'ouverture d'enquête.

Article 4 – Les pièces du dossier d'enquête accompagnées d'un registre d'enquête seront déposées en mairie de Reventin-Vaugris et à Vienne Condrieu Agglomération (Espace Saint-Germain – Bâtiment Antarès / 30, avenue Général Leclerc, 38200, Vienne) pendant toute la durée de l'enquête, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de ces collectivités (avec toutefois des ouvertures exceptionnelles lors des permanences du commissaire-enquêteur, voir ci-dessous) et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, en mairie de Reventin-Vaugris, siège de l'enquête, à l'adresse suivante :

Monsieur Denis Cuvillier, commissaire-enquêteur  
Enquête publique – projet complément demi-diffuseur n° 11 de Vienne Sud  
Mairie de Reventin-Vaugris  
85, rue de la mairie  
38121 Reventin-Vaugris

un registre dématérialisé est mis en place pendant toute la durée de l'enquête. L'adresse du site internet où ce registre dématérialisé est accessible est la suivante : <https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>

Le public pourra également transmettre ses observations via l'adresse électronique suivante : [a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com](mailto:a7-echangeur-viennesud@vinci-autoroutes.com)



Les observations reçues par voies dématérialisées seront jointes au registre d'enquête mis à disposition en mairie de Reventin-Vaugris, siège de l'enquête. Une copie des observations rédigées sur le registre mis à disposition du public à Vienne Condrieu Agglomération sera insérée dans le registre déposé en mairie de Reventin-Vaugris.

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sur un poste informatique accessible gratuitement en mairie de Reventin-Vaugris et à Vienne Condrieu Agglomération, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré en mairie de Reventin-Vaugris, aux jours et heures suivants :

- le samedi 5 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mardi 8 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le vendredi 18 mars 2022, de 16h00 à 19h00 ;
- le samedi 26 mars 2022, de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 14h00 à 17h00.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public sur le projet considéré dans les locaux de Vienne Condrieu Agglomération, aux jours et heures suivants :

- le lundi 7 mars 2022, de 14h00 à 16h00 ;
- le mardi 15 mars 2022, de 12h00 à 14h00 ;
- le mercredi 23 mars 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le mercredi 30 mars 2022, de 10h00 à 12h00.

Ces permanences se dérouleront dans le respect des mesures sanitaires.

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de la mairie de Reventin-Vaugris sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 ;
- le lundi, jeudi et vendredi de 14h00 à 17h00 ;

Pour rappel, les jours et heures d'ouverture au public de Vienne Condrieu Agglomération sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Article 5 – L' autorité responsable du projet auprès desquelles des informations peuvent être demandées est :

Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF)  
Direction opérationnelle de l'infrastructure Est  
337, chemin de la Sauvageonne – BP 40200  
84107 ORANGE Cédex

Personne chargée du suivi du projet : M. Thomas Coquerel, chargé de missions, joignable à la ligne téléphonique suivante : 04 90 11 34 34, et à l'adresse électronique suivante : [thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com](mailto:thomas.coquerel@vinci-autoroutes.com)

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Article 6 – Les mesures de publicité de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sont les suivantes :

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, le présent arrêté et l'avis au public feront l'objet d'une publication, par voie d'affiche, en mairie de Reventin-Vaugris et dans les locaux de Vienne Condrieu Agglomération. L'avis au public sera également affiché sur les lieux habituels d'affichage de Reventin-Vaugris.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par le maître d'ouvrage à l'affichage de l'avis au public sur les lieux ou au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés. Cet affichage doit être visible et lisible depuis les voies publiques et être conforme

aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012. Il mesure au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Il comporte le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R.123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune.

La réalisation de ces formalités devra être justifiée par un certificat d'affichage établi par le maître d'ouvrage, le président de Vienne Condrieu Agglomération et la maire de Reventin-Vaugris.

Cet avis sera en outre inséré par les soins du préfet du département de l'Isère, en caractères apparents, dans deux journaux publiés dans le département de l'Isère, quinze jours au moins avant le début de l'enquête. Un avis rappelant l'ouverture de l'enquête sera inséré dans les huit premiers jours de celle-ci, dans les mêmes journaux.

Cet avis et l'arrêté d'ouverture d'enquête seront également publiés sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)), et sur le site internet du maître d'ouvrage (<https://www.a7-echangeur-viennesud.fr/>).

Article 7 – Concernant l'enquête parcellaire, les mesures de publicité suivantes s'ajoutent aux dispositions de l'article 6 :

Conformément à l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier en mairie est faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R.131-3 dudit code, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics. Cette notification doit être effectuée préalablement à l'ouverture de l'enquête et dans les délais nécessaires pour permettre aux propriétaires de disposer d'au moins quinze jours pour formuler des observations.

En cas de domicile inconnu, la notification doit parvenir en double copie au maire, qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Conformément à l'article R.131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au premier alinéa de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Article 8 – Les registres d'enquête seront ouverts, cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur. À l'issue de l'enquête, ils seront clos par le commissaire-enquêteur afin que celui-ci donne son avis sur la déclaration d'utilité publique du projet emportant mise en compatibilité du PLU, sur l'enquête parcellaire et sur la demande d'autorisation environnementale.

Après avoir visé toutes les pièces du dossier, le commissaire-enquêteur établira un rapport unique relatant le déroulement de l'enquête. Il comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, la synthèse des observations du public recueillies durant l'enquête et les réponses éventuelles des responsables du projet.

Dans les conditions prévues par l'article R.131-9 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, un procès-verbal de l'enquête parcellaire sera dressé.

Le commissaire-enquêteur consignera dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant, pour chaque procédure, si elles sont favorables, favorables avec réserves et/ou recommandations ou défavorables.

Le commissaire-enquêteur adressera ensuite le dossier d'enquête, le rapport et les conclusions motivées au préfet de l'Isère, dans un délai de trente jours maximum à compter de la date de clôture de l'enquête. Dès réception, et sous réserve de l'application de l'article R.123-20 du code de l'environnement, le préfet de l'Isère adressera copie du rapport et des conclusions au maître d'ouvrage et aux collectivités.

Article 9 – À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public en mairie de Reventin-Vaugris, à Vienne Condrieu Agglomération, ainsi qu'en préfecture (DRC / bureau du droit des sols et de l'animation juridique), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site Internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)).

Article 10 – La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le directeur opérationnel de l'infrastructure Est de la société Vinci – Autoroutes du Sud de la France (ASF), le président de Vienne Condrieu Agglomération et la maire de Reventin-Vaugris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au commissaire-enquêteur.

**Le préfet**

Pour le Préfet, par délégation,  
la Secrétaire Générale

**Eléonore LACROIX**



**Telles sont mes constatations.** Puis à 16 H 15, ma mission du jour étant terminée, j'ai pris congé des deux personnes de la Société CHAUMEIL. Je me suis retiré en mon Étude pour y dresser et rédiger le présent procès-verbal de constat, auquel j'annexe des photographies numériques, ainsi que la copie de l’Affiche de l’Avis d’Enquête Publique et de l’Arrêté d’Ouverture de l’Enquête signé de Monsieur le Préfet de l’Isère en date du 27 Janvier 2022, le tout pour servir et valoir ce que de droit.

**Dont procès-verbal, sous toutes réserves.**

**Pascal RENAUDIER**